



La nationalisation d'une activité non régaliennne va entraîner la suppression de 8000 emplois chez les professionnels de la photo

La détermination du Gouvernement à nationaliser la photo d'identité va entraîner

- **une forte augmentation du prix du passeport**
- **une carte d'identité qui peut devenir payante**
- **la suppression de 8000 emplois en France en 2009**

Les français auraient pu bénéficier d'un passeport biométrique à moindre coût, si le Gouvernement n'avait pas décidé de supprimer l'amendement adopté par le Sénat, et qui visait à diminuer de 10 € le prix des passeports biométriques dont la photo aurait été réalisée par un professionnel de la photo.

L'acharnement du Gouvernement à vouloir équiper 2000 mairies de stations biométriques et à priver les photographes de leur activité, et à terme, de leurs emplois, appelle quelques interrogations.

Pourquoi tant d'acharnement, sachant que la prise de vue de photos d'identité ne correspond pas à une activité « régaliennne » de l'Etat ? La mise aux normes du matériel des professionnels a été réalisée en concertation avec le Ministère de l'Intérieur dès 2005, et a représenté plus de 200 millions d'euros d'investissement. En revanche, la mise en œuvre du passeport biométrique a été faite sans aucune concertation avec les photographes.

Pourquoi tant d'acharnement, quand la mise en place du passeport biométrique dans les autres Etats de l'Union Européenne se fait sans heurt et sans perte d'emplois, et dans tous les cas, recourt exclusivement aux professionnels de la photographie, sans chercher à les concurrencer ?

Pourquoi tant d'acharnement en période de crise économique et sociale ? Au moment où l'Etat cherche par tous les moyens à sauvegarder des emplois, cette mesure du Gouvernement va conduire à la perte d'emploi de 7 à 8000 personnes avant juin 2009.

Pourquoi tant d'acharnement, à vouloir tuer un art, un métier, qui a porté le nom de Lumière et qui est né en France ?

Les photographes se mobiliseront dans les semaines à venir et défendront la liberté de choisir un professionnel qui réalise et respecte son image et son usage.

Contacts :

Marc HERAUD (Secrétaire Général)
Tel : 01 44 69 40 76 / 06 70 74 59 18
heraud@ficime.fr

Stéphanie PISTRE (Risk & Co) Tel: 06 88 09 04 66
spistre@riskeco.com